

FOURNITURE ET POSE DE STORES INTERIEURS

MAPA - 2026.CPAM.02

DOSSIER DE CONSULTATION

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

POUVOIR ADJUDICATEUR / COORDONNATEUR :

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE
DE MAINE ET LOIRE**

32, rue Louis Gain
49037 Angers Cedex 9

REPRESENTE PAR :

Madame la Directrice de la CPAM de Maine et Loire, Madame Bénédicte SAMSON.

MARCHE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE
--

Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

Type d'acheteur

Organisme privé gérant une mission de service public, organisme de Sécurité sociale soumis à l'arrêté du 19 juillet 2018 (*paru au journal officiel du 27 juillet 2018*) et au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant Code de la Commande Publique.

Pouvoir adjudicateur :

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Maine et Loire
32, rue Louis Gain
49937 Angers Cedex 9**

Représentant du pouvoir adjudicateur

- ♦ Madame la Directrice de la CPAM de Maine et Loire

Ordonnateur

- ♦ Madame la Directrice de la CPAM de Maine et Loire

Comptable assignataire des paiements

- ♦ Monsieur le Directeur Financier et Comptable de la CPAM de Maine et Loire

PREAMBULE - ELEMENT CLES ET DEFINITIONS

ELEMENTS CLES DU MARCHE	
Objet du contrat	Fourniture et pose de stores intérieurs
Acheteur	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
Type de marché	Procédure adaptée
Structure	Pas d'allotissement
Lieu d'exécution	32 rue Louis Gain 49100 ANGERS
Pénalités de retard	Prévues dans le CCP

DEFINITIONS	
CCP	Le CCP , ou Cahier des Clauses Particulières, est un document qui regroupe les clauses administratives et techniques spécifiques à un marché. L'utilisation d'un CCP se justifie lorsqu'il n'est pas nécessaire de distinguer le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
RC	Le RC , ou Règlement de la Consultation, est un document utilisé dans les procédures de passation des marchés publics. Il complète l'avis d'appel à la concurrence. Il liste notamment les pièces de candidature et d'offre à transmettre par les opérateurs économiques et les critères de jugement des offres utilisés pour l'attribution des marchés et leur pondération.
AE	L' AE , ou Acte d'Engagement, est le document juridique qui formalise l'engagement du titulaire à exécuter les prestations décrites dans le marché, en accord avec sa proposition technique et financière. Ce document complété par le CCTP, le CCAP et le BPU, est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
Acheteur	L' Acheteur , désigné le pouvoir adjudicateur, est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté. Pour éviter les répétitions, les termes "Acheteur" et "pouvoir adjudicateur" sont synonymes et seront utilisés dans le présent marché.
Titulaire	Le Titulaire désigné dans le contrat, est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'Acheteur. Il désigne à la fois les attributaires du marché mais aussi le Titulaire qui exécute la prestation après signature du bon de commande.
Prestation	La Prestation est l'ensemble des tâches prévues au marché qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme "prestation" vise également une partie du contrat soumises à des règles spécifiques.

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE - ELEMENT CLES ET DEFINITIONS	3
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES	6
1.1 OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
1.2 DURÉE DU MARCHÉ	6
1.3 NOMENCLATURE CPV	6
1.4 FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ.....	6
1.5 FORME DE LA CONSULTATION ET MODALITÉS DE DEVOLUTION	6
1.6 VARIANTES	6
ARTICLE 2 – LES PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
2.1 LES PIÈCES PARTICULIÈRES.....	7
2.2 LES PIÈCES GÉNÉRALES	7
ARTICLE 3 – DÉFINITION DES PRESTATIONS	8
3.1. RÉGLEMENTS ET NORMES	8
3.2. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE	9
3.4. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	9
3.5. ÉCHANTILLONS ET MODÈLES	9
3.6. PRODUITS - MATÉRIAUX	10
3.6. CONSISTANCE DES PRESTATIONS	10
3.7. CHOIX DES TEINTES	10
3.8. DESCRIPTIONS DES STORES	10
3.9. DÉLAIS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS	11
3.10. CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 4 – LES OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	12
4.1 OBLIGATION DE RÉSULTAT	12
4.2. LES OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	13
4.3 LES OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES	14
4.4. L'OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL.....	15
4.5. L'OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ.....	15
4.6. CLAUSE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	16
ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIÈRES DU MARCHÉ	17
5.1. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT.....	17
5.2.1. FORME DES PRIX.....	17
5.2.2. DÉCOMPOSITION DES PRIX.....	17
5.2. NÉGOCIATIONS.....	18
ARTICLE 6 – CONFIDENTIALITÉ – MESURES DE SÉCURITÉ	18
ARTICLE 7 – MODALITÉS DE RÉGLEMENT	18
7.1. AVANCE	18
7.2. FACTURATION ET PÉRIODICITÉ	19
7.3. RÉGLEMENT	19
7.3 INTÉRÊTS MORATOIRES.....	20
7.4. CÉSSION OU NANTISSEMENT	20
ARTICLE 8 – SÉCURITÉ ET PRÉVENTION	21
8.1. SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES SALARIÉS SUR LE CHANTIER.....	21
8.2. PLAN DE PRÉVENTION.....	21
ARTICLE 9 – SUIVI DES INTERVENTIONS.....	22
9.1 VÉRIFICATIONS.....	22
9.2 DÉCISION APRÈS VÉRIFICATION	22

ARTICLE 10 – PENALITES	22
10.1 PENALITES.....	22
10.1 PENALITE EN CAS DE NON RESPECT DU CODE DU TRAVAIL.....	24
ARTICLE 11 - ASSURANCE	24
ARTICLE 12 – NORMALISATION	25
ARTICLE 13 – AUTRES OBLIGATIONS ET CONTRAINTES	26
ARTICLE 14 – SOUS TRAITANCE	26
ARTICLE 15 – RESILIATIONS	27
ARTICLE 16 – DIFFERENDS ET LITIGES	27
ARTICLE 17 – DISPOSITIONS DIVERSES.....	27
10.1. PRESTATIONS SIMILAIRES.....	27
10.2. CLAUSE DE REEXAMEN ET MODIFICATION DU CONTRAT.....	28
ARTICLE 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	28
ANNEXE 1 – ACTE CONTRACTUEL DE CONFIDENTIALITE	29
ANNEXE 2 – LIVRET DE SECURITE DE L’INFORMATION	34
ANNEXE 3 : DECLARATION SUR L’HONNEUR.....	35

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La présente consultation a pour objet la fourniture et la pose de stores intérieurs à la CPAM, sis 32 rue Louis Gain à Angers.

1.2 DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée ferme correspondant au délai nécessaire à l'exécution complète des prestations, incluant la fourniture, la livraison, la pose et la réception des stores. Le délai prévisionnel est fixé à 3 mois à compter de la notification du marché.

Conformément aux dispositions du CCP, la garantie contractuelle relative aux fournitures et prestations fournies court pendant toute sa durée légale et contractuelle, même après la fin du marché, et ce, jusqu'au terme des obligations de garantie prévues dans le présent marché.

1.3 NOMENCLATURE CPV

Code CPV	
Stores en textile	39515420-5

1.4 FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée. Il s'agit marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

Le marché est passé en procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique et conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

1.5 FORME DE LA CONSULTATION ET MODALITÉS DE DEVOLUTION

Le marché comporte un lot unique.

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours, à compter de la date limite de remise des offres, portée au règlement de consultation. Le candidat restera engagé par sa proposition jusqu'à l'expiration dudit délai.

1.6 VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 2 – LES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1 LES PIECES PARTICULIERES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, l'ordre de priorité des pièces constitutives du présent marché est fixé comme suit et prévaut sur toute disposition contraire du CCAG/FCS :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes éventuelles ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Les présentes Clauses Particulières et ses annexes
 - Livret de sécurité
 - Déclaration sur l'honneur
 - Clause de confidentialité
- Le cadre de réponse technique.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve apportée aux pièces désignées ci-dessus ne sera admise. Toute mention portée sur une documentation transmise par le titulaire contraire aux pièces constitutives du marché (acte engagement et annexes, CCP ou CCAG-GCS) est réputée non écrite.

La signature de l'acte d'engagement par les parties emporte signature de toutes les pièces indiquées ci-dessus.

2.2 LES PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le titulaire du présent marché.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures courantes et Services (CCAG-FCS) – Arrêté du 30 mars 2021.
- Le Code de la Commande Publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019.
- L'Arrêté du 19 juillet 2018 relatif aux marchés publics des Organismes de Sécurité sociale.
- Le document technique unifié (ci-après « **DTU** ») suivants :
 - DTU 34.4 – Travaux de bâtiments – Mises en œuvre des fermetures et stores.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché. Elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement être téléchargées sur : <http://www.legifrance.gouv.fr>.

Cette liste n'est pas limitative, le titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition avec mise à jour, additif, rectificatif en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

ARTICLE 3 – DEFINITION DES PRESTATIONS

Les prestations comprennent :

- les relevés techniques et la réalisation d'un plan précisant l'implantation des commandes des stores ;
- Les frais de main d'œuvre et de déplacement ;
- Les fournitures, objet du présent marché, leur pose et le réglage
- La fourniture des équipements de protection individuelle pour les agents du Prestataire ;
- L'évacuation et la gestion de ces déchets.

Le lieu d'exécution est :

- 32 Rue Louis Gain, Angers - Interventions possibles de 07h15 à 17h15 en semaine.

Les prestations sont soumises aux textes, normes, règlements en vigueur à la date de remises des offres.

Le Prestataire est réputé avoir apprécié toutes les conditions des installations et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

Il est rappelé au Titulaire que l'organisme doit assurer des missions de service public et qu'en conséquence, les prestations demandées doivent être exécutées sans retard avec une diligence particulière.

Le Titulaire désigne un interlocuteur (nom et coordonnées professionnelles), habilité à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est désigné lors de la réunion de lancement et est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3.1. REGLEMENTS ET NORMES

Les stores devront être conformes aux lois, décrets, règlements et normes en vigueur au moment de leur pose et notamment concernant l'urbanisme, l'hygiène, la sécurité, la protection incendie et la construction.

A ce titre, ils devront se conformer aux textes suivants (ou à leur version en vigueur à la date d'exécution des travaux) :

Textes législatifs et réglementaires

- Décret n°62-48 du 8 janvier 1965 « Hygiène et sécurité des travailleurs » ;
- Décret n°92-158 du 20/02/1992 et arrêté du 19/03/93 relatifs aux mesures d'hygiène et de sécurité sur les chantiers du BTP ;

- Les règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les bâtiments recevant du public ;
- Code de la construction et de l'habitation (article R.121-1 à R.121-13 et R.123-1 à R.123-55) ;
- Arrêté du 25 juin 1980 : dispositions générales de sécurité ;
- Circulaire n°94-55 du 7 juillet 1994 sur les règles de la construction des bâtiments destinés à un usage autre que l'habitation.

Références techniques et normatives

- Guide INRS/OPP BTP Ministère du travail E9809 relatif à la prévention des risques professionnels sur les chantiers ;
- Norme Française (NF) – AFNOR, en vigueur pour les produits, matériaux et procédés mis en œuvre ;
- Règle de sécurité du 23/06/65 modifié le 14/03/1936 arrêté ministériel du 10/03/70, relatif à la protection incendie ;
- Agrément GEVCO pour les matériaux et procédés non traditionnels nécessitant un avis technique ;
- Norme NF P92-507 relative au classement de réaction au feu des matériaux.

3.2. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

Dans le cadre de l'exécution de son marché, le Titulaire devra assurer :

- La fourniture, le transport et mise en œuvre de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation parfaite et complète de sa prestation.
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, de ses ouvrages en fin de travaux et après les réceptions.
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, etc..., nécessaires pour respecter les délais d'exécution.
- Tous les frais et prestations, même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète de sa prestation.

Lors de toutes exécutions, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions et précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommages des ouvrages et biens existants. Tous ouvrages détériorés, tous meubles abîmés, ou toutes salissures, etc..., seront repris ou remplacés aux frais de l'entreprise.

3.4. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Le Titulaire s'engage à :

- Limiter les déchets de chantier, en triant et valorisant les emballages et chutes de matériaux ;
- Utiliser des produits d'entretien et de nettoyage non polluants lors de la pose.

3.5. ECHANTILLONS ET MODELES

L'entrepreneur présentera au maître d'ouvrage les différents échantillons correspondants à l'ensemble de ces prestations, ils seront accompagnés par l'indication des caractéristiques du lieu de provenance, des références, des garanties et des PV d'essais.

3.6. PRODUITS - MATERIAUX

Tous les matériaux utilisés pour l'exécution des travaux seront des matériaux neufs, de première qualité. Tous les ouvrages devront comporter les fournitures et accessoires nécessaires à une bonne et complète exécution, que ces éléments soient explicitement définis ou non.

3.6. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations comprennent notamment :

- La fourniture de tous les matériaux, accessoires et supports nécessaires à la mise en œuvre complète des ouvrages.
- La pose, les ajustements, les finitions et les réglages sur site.
- La vérification du bon fonctionnement des équipements installés.
- Le nettoyage du chantier et l'évacuation des déchets après travaux.

3.7. CHOIX DES TEINTES

Les teintes seront indiquées au Titulaire lors de l'établissement du bon de commande.

3.8. DESCRIPTIONS DES STORES

Les stores devront être fournis et posés complets, prêts à fonctionner, avec toutes sujétions de pose, réglage et fixation nécessaires à leur parfait achèvement.

Les matériaux devront être neufs, de première qualité, conformes aux normes françaises en vigueur, et bénéficier d'un classement de réaction au feu conforme aux normes en vigueur. Les coloris définitifs seront choisis par la CPAM parmi la gamme du fabricant proposée par le Titulaire.

Le soumissionnaire devra lors de la visite obligatoire contrôler les différentes cotes des vitrages de menuiseries extérieures.

▪ Description technique

3.8.1 Fourniture et pose de stores enrouleurs avec mini coffre largeur 480mm hauteur 1445mm

Pose Intérieure

- . Enroulement Intérieur
- . Guidage simple
- . Coloris Armature : Blanc RAL 9010 Satiné
- . Finition Satinée (30% de brillance)
- . Qualité toile très fine : Soltis 99
- . Toile : SOLTIS 99 : Alu/Gris clair : Référence 99-2058
- . Manoeuvre par chaînette
- . Côté de manoeuvre : à gauche ou à droite
- . Allège A : 0mm
- . Pose Tableau
- . Guidage : Coulisses avec aile de recouvrement
- . Coffre de 56mm
- . Barre de charge ALU ronde diamètre 13mm
- . Chaînette coloris blanc

- . En conformité avec la norme EN 13120 relative à la sécurité des enfants

3.8.2 Fourniture et pose de stores enrouleurs avec mini coffre largeur 445mm hauteur 1445mm

Pose Intérieure

- . Enroulement Intérieur
- . Guidage simple
- . Coloris Armature : Blanc RAL 9010 Satiné
- . Finition Satinée (30% de brillance)
- . Qualité toile très fine : Soltis 99
- . Toile : SOLTIS 99 : Alu/Gris clair : Référence 99-2058
- . Manoeuvre par chaînette
- . Côté de manoeuvre : à gauche ou à droite
- . Allège A : 0mm
- . Pose Tableau
- . Guidage : Coulisses avec aile de recouvrement
- . Coffre de 56mm
- . Barre de charge ALU ronde diamètre 13mm
- . Chaînette coloris blanc

- . En conformité avec la norme EN 13120 relative à la sécurité des enfants

3.8.3 Fourniture et pose de stores enrouleurs avec mini coffre largeur 445mm hauteur 1390mm

Pose Intérieure

- . Enroulement Intérieur
- . Guidage simple
- . Coloris Armature : Blanc RAL 9010 Satiné
- . Finition Satinée (30% de brillance)
- . Qualité toile très fine : Soltis 99
- . Toile : SOLTIS 99 : Alu/Gris clair : Référence 99-2058
- . Manoeuvre par chaînette
- . Côté de manoeuvre : à gauche ou à droite
- . Allège A : 0mm
- . Pose Tableau
- . Guidage : Coulisses avec aile de recouvrement
- . Coffre de 56mm
- . Barre de charge ALU ronde diamètre 13mm
- . Chaînette coloris blanc

- . En conformité avec la norme EN 13120 relative à la sécurité des enfants

3.9. DELAIS DE REALISATION DES PRESTATIONS

La pose des stores s'effectuera à la date fixée par l'acheteur, en cohérence avec les phases du chantier en cours de réhabilitation thermique. Le titulaire devra organiser ses interventions pour finaliser l'ensemble des prestations dans un délai maximum de 12 semaines à compter de la notification du marché.

Les relevés techniques et la réalisation d'un plan précisant l'implantation des commandes des stores devront être fournies deux semaines après la notification du marché.

Aucune indemnité ou révision du prix forfaitaire ne sera due au Titulaire du fait de toute modification du planning décidée par l'acheteur.

3.10. CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS

▪ Documentation

Le Titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant.

Si la documentation est rédigée dans une autre langue, elle doit s'accompagner d'une traduction en français.

Le Titulaire s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

▪ Transport

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le transport s'effectue sous la responsabilité du Titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

ARTICLE 4 – LES OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1 OBLIGATION DE RESULTAT

Le Prestataire est tenu à une obligation de résultat concernant la réalisation des prestations définies dans le CCP et doit respecter les exigences stipulées dans les actes d'engagement.

Tout manquement à ces obligations contractuelles pourra entraîner des sanctions financières prévues dans l'article 10 du présent document et/ou à la résiliation du présent marché.

Le titulaire assure les missions lui incombant décrites au CCP.

L'ensemble des prestations effectuées par le Titulaire devra être assuré conformément à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire s'engage à mettre obligatoirement à disposition les effectifs et les moyens matériels pour l'exécution des prestations mentionnées dans le cadre de réponse technique.

Le Titulaire du marché s'engage à exécuter les prestations :

- En se soumettant sans exception ni restriction aux stipulations du présent CCP,
- En respectant les prescriptions légales et réglementaires du droit du travail et assurant la charge et l'exécution des obligations imposées par les lois sociales et fiscales.
- En respectant les engagements et les prix qu'il aura accepté après la signature de l'acte d'engagement.
- En garantissant la continuité de service.
- En garantissant la maintenance et la durabilité des installations.
- En garantissant la réalisation de travaux selon les règles de l'art.

En cas d'accident ou de dégradations lors de l'exécution de la prestation par la Titulaire, ce dernier s'engage à procéder à la remise en état des lieux, sans pouvoir prétendre à une indemnité quelconque de la part de la personne publique. Si le prestataire n'a pas respecté cette clause, après mise en demeure notifiée par la personne publique, celui-ci pourra confier l'exécution des travaux de remise en état par un entrepreneur de son choix. Les frais en découlant seront intégralement à la charge du Titulaire.

Le Titulaire doit faire part à la CPAM tout désordre grave constaté, et ce, dans les meilleurs délais.

4.2. LES OBLIGATIONS EN MATIERE DE SECURITE

Compte tenu de la nature des prestations, le Titulaire est tenu de respecter les dispositions spécifiques en matière de sécurité applicables aux sites d'intervention, qui lui seront communiquées par le pouvoir adjudicateur conformément aux modalités prévues à l'article 5.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) « Fournitures courantes et Services ».

Ces dispositions particulières relatives à la sécurité, qui seront transmises ultérieurement, devront impérativement respecter les obligations énoncées ci-dessous :

- Respect des Normes et Règlements

L'exécution des prestations par le Titulaire s'effectuera conformément à l'ensemble des normes, règlements en vigueur, ainsi qu'à ceux qui pourraient le devenir ultérieurement. Le Titulaire s'engage à respecter strictement les consignes et règlements relatifs à la sécurité, ainsi qu'à assurer la maintenance en état des matériels de sécurité (signalisation, dispositifs, matériels, contrôles périodiques). Il devra également veiller au respect des règlements d'hygiène et appliquer les consignes communiquées par les exploitants ou leurs représentants, notamment les services coordinateurs du contrat.

- Responsabilité en matière de sécurité

Le Titulaire assume l'entière responsabilité de la sécurité de ses salariés, y compris en cas d'accidents résultant d'un défaut de conception, de réalisation ou d'utilisation des ouvrages provisoires, ou d'un manquement dans l'usage des engins, machines ou outils. Il demeure également responsable de toutes dégradations occasionnées aux ouvrages existants.

- Sécurité des machines et dispositifs de protection

Les machines présentant des risques pour le personnel ou les usagers seront évitées dans la mesure du possible. La responsabilité exclusive du Titulaire implique la mise en œuvre de tous dispositifs de protection et d'isolement nécessaires pour garantir la sécurité lors de leur utilisation.

- **Constatation d'anomalies et mesures de sécurité**

En cas de détection d'anomalies susceptibles d'affecter la sécurité des personnes ou des biens, le Titulaire doit immédiatement en avvertir les interlocuteurs désignés par la CPAM. Lorsque la sécurité des usagers ou des agents est potentiellement compromise, notamment par l'emploi de matériaux dangereux, un procès-verbal d'ouverture de chantier doit être établi avant toute intervention. Ce document doit faire l'objet d'un accord entre le Titulaire et les services coordinateurs de la CPAM, et le permis feu doit être obtenu pour toute opération nécessitant une telle procédure (soudure, meulage, etc.), délivré uniquement par les services habilités.

- **Dispositifs de sécurité et de signalisation**

Le Titulaire doit mettre en place l'ensemble des dispositifs de protection et de signalisation nécessaires lors de l'exécution des travaux ou opérations de maintenance, conformément au décret du 8 janvier 1965 et à ses textes d'application, notamment en ce qui concerne l'accès en hauteur. Il doit également prévoir toutes mesures visant à empêcher l'accès aux personnes et véhicules, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des installations, afin d'assurer la sécurité des intervenants et des usagers. Il doit fournir, entre autres, le matériel adapté, en assurer la maintenance et veiller à son bon état. Il doit également prévoir et assurer l'accès aux moyens nécessaires à l'accomplissement de ses prestations (nacelles, échafaudages, etc.), en étant responsable de leur utilisation, leur entretien et des dommages éventuels causés au bâtiment.

- **Stockage de produits dangereux**

Le Titulaire s'interdit formellement de stocker des produits dangereux dans l'enceinte des établissements, y compris dans les locaux non accessibles au public. La nécessité d'utiliser de tels produits doit être limitée aux quantités strictement nécessaires à la réalisation des prestations journalières, dans le respect de la réglementation en vigueur.

- **Moyens d'accès**

Les moyens d'accès (clés, badges) indispensables à l'exécution des prestations seront remis au Titulaire par la CPAM. Les modalités de remise et de restitution de ces moyens seront fixées d'un commun accord entre le Titulaire et la CPAM, durant l'exécution du marché.

4.3 LES OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES

Le Titulaire ne peut exécuter le marché s'il n'a pas produit les documents suivants :

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et au paiement des cotisations et contributions de Sécurité Sociale prévue à l'Article L. 243-15, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.
- Une attestation délivrée par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales,

- Une attestation sur l'honneur arguant de la réalisation du travail par des salariés régulièrement employés au regard des Articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail,
- Une attestation d'assurance en matière de responsabilité civile valable du 01/01/2025 au 31/12/2025. La non production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. L'opérateur économique fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire est tenu, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception d'une demande formelle de l'Organisme, de produire une nouvelle attestation d'assurance. À défaut de la réception dudit document, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 10 du CCP.

Le Titulaire s'engage également à remettre, en début de chaque année, une attestation d'assurance en cours de validité.

4.4. L'OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL

La CPAM n'est pas experte dans le domaine de la pose et la fourniture de store. A ce titre, le titulaire devra aviser l'Organisme de toute modification réglementaire applicable aux prestations, objet du présent marché et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'Organisme les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination,
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations,
- Aux renseignements qu'il a communiqués

Le titulaire devra également conseiller l'acheteur, en lui fournissant toute information jugée utile à la bonne exécution des prestations faisant l'objet du présent marché.

En l'absence de réponse du Titulaire à toute demande, quelle qu'en soit la nature, durant une période de deux semaines, malgré plusieurs relances par courriel, téléphone ou courrier recommandé, des pénalités peuvent être appliquées conformément à l'article 10 du CCP.

4.5. L'OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à respecter les annexes dénommées « Livret de sécurité de l'information » et « Contrat de protection des données personnelles ». Ces annexes deviendront contractuelles à la notification du marché.

Par ailleurs, voici les dispositions applicables du CCAG en la matière :

- **Protection des données à caractère personnel**

Les dispositions de l'Article 5.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

- **Obligation de confidentialité**

Les dispositions de l'Article 5.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

- **Mesures de sécurité**

Les dispositions de l'Article 5.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

- **Information des sous-traitants**

Les dispositions de l'Article 5.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

- **Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Les dispositions de l'Article 6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

- **Protection de l'environnement, sécurité et santé**

Les dispositions de l'Article 7 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

- **Réparation des dommages**

Les dispositions de l'Article 8 du CCAG Fournitures Courantes et Services

4.6. CLAUSE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Conformément aux dispositions du **Code de la commande publique** (articles **L.2111-1**, **L.2112-2** et **L.2112-3**), le présent marché intègre une dimension de **développement durable**, visant à concilier **performance économique, protection de l'environnement et responsabilité sociale**.

L'Entreprise titulaire s'engage à respecter les principes suivants :

Engagement Environnemental, l'Entreprise devra :

- Privilégier l'utilisation de matériaux écoresponsables ou recyclés.
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre et limiter l'impact écologique de ses interventions (optimisation des déplacements, gestion des déchets, économies d'énergie).
- Appliquer des procédures de tri et de recyclage des déchets conformément à la réglementation en vigueur.
- Proposer des solutions innovantes et durables pour limiter l'empreinte environnementale.

Engagement Social, l'Entreprise devra :

- Respecter les normes sociales et assurer le respect des conditions de travail et des droits des travailleurs (égalité professionnelle, inclusion, sécurité au travail).
- Former et sensibiliser ses employés aux bonnes pratiques environnementales et sociales.
- Encourager l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi, en accord avec l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, si applicable.

Engagement Économique, l'Entreprise s'engage à :

- Favoriser les circuits courts et les fournisseurs locaux, dans la mesure du possible, pour réduire les impacts liés aux transports.
- Optimiser les coûts en adoptant une approche d'économie circulaire.

Suivi et Évaluation : un suivi des engagements pris sera effectué tout au long de l'exécution du marché, l'Entreprise devra :

- Communiquer régulièrement sur les actions mises en œuvre et leurs résultats en matière de développement durable.
- Transmettre un rapport annuel détaillant ses performances environnementales et sociales (indicateurs de réduction des émissions, gestion des déchets, actions de formation, etc.).

Tout manquement grave à ces obligations pourra entraîner l'application des pénalités prévues au C.C..P. ou la résiliation du marché, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Cette clause vise à garantir que les prestations réalisées dans le cadre de ce marché contribuent à la transition écologique et sociale.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHÉ

5.1. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Lorsque l'analyse des prix est réalisée, ceux-ci deviennent contractuels. Aussi, en cas d'erreur dans l'offre, la différence en résultant sera à la charge du Titulaire.

De même, lorsqu'un Titulaire s'est déclaré exonéré de TVA en raison de son chiffre d'affaires, le montant HT est contractuel ; aussi, si sa situation évolue en cours de marché, et qu'il devient assujéti à la TVA, il devra assumer cette charge durant toute l'exécution du marché.

5.2.1. FORME DES PRIX

Conformément à l'article R.2112-6 du Code de la Commande Publique, le marché est traité à prix unitaires. Le titulaire complètera le DPGF en accompagnement du présent marché, daté et signé. Les prix seront correspondants aux missions définis dans le CCP.

5.2.2. DECOMPOSITION DES PRIX

Les prix seront appliqués aux prestations et quantités réellement exécutées. Les prix sont fermes et comprennent tous les frais relatifs à l'exécution des prestations.

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, les frais de déplacement, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Le Titulaire appliquera la TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code Général des Impôts.

Les prix du marché sont réputés comprendre de façon non exhaustive :

- Toute prestations définies au présent contrat sans restriction ;
- Les frais de déplacement, de logistique, de tests et personnel ;
- La pose du matériel ;
- La dépose du matériel remplacé ;
- La fourniture de tout matériel indispensable à la bonne réalisation des prestations ;
- Les frais d'assurance ;
- Les frais d'entretien ;

- Toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et les règles de sécurité sur les lieux de travail (SPS) ;
- Toutes autres dépenses inhérentes à la bonne exécution des prestations ;
- L'enlèvement de tous les gravats de leurs travaux et les nettoyages après prestations ;
- La prise en compte de l'incidence de l'intervention des entreprises en site occupé.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

5.2. NEGOCIATIONS

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les 3 candidats ayant présenté les meilleures offres à l'issue du premier classement sur la base des critères de jugement.

La négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix, les délais et les aspects techniques.

Les négociations pourront se dérouler par écrit (échange de courriels) ou lors d'auditions physique ou en visioconférence. A l'issue de ces échanges, les candidats seront invités à remettre une offre finale.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

ARTICLE 6 – CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE

Les obligations de confidentialités et les mesures de sécurité sont contractualisées dans l'acte contractuel de confidentialité et le livret de sécurité de l'information présents en annexe.

ARTICLE 7 – MODALITES DE REGLEMENT

7.1. AVANCE

Sauf renonciation du Titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire conformément aux articles L.2191-2 et R.2191-3 du Code de la Commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant total TTC du marché. Ce montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire dès que le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant global du marché. Il doit être terminé lorsque ce montant atteint 80%.

7.2. FACTURATION ET PERIODICITE

Les factures sont émises par le titulaire après admission des prestations (livraison et pose constatées sans réserve).

Les factures seront libellées et adressées par voie électronique sur la plateforme Chorus Pro. Elles devront être établies en français et comporter les mentions légales obligatoires.

Le règlement des prestations intervient par paiement unique après exécution complète du marché, ou par paiements partiels définitifs, si des phases de livraisons distinctes ont été prévues.

Lorsque le Titulaire remet au pouvoir adjudicateur, une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du marché,
- Les noms, n° Siret et adresse du créancier,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Les prestations réalisées,
- La date d'exécution des prestations ou la période de facturation concernée
- Le lieu d'exécution,
- Le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées,
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant,
- Le montant total des prestations exécutées,
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement seront adressées à l'organisme du lieu d'exécution de la prestation :

<p>CPAM de Maine et Loire Service Achats Marchés Facturation 32 Rue Louis Gain 49937 ANGERS Cedex 9 SIRET : 515 090 686 00012</p>

7.3. REGLEMENT

Les prestations de services, objet du présent marché, seront réglées par virement. Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes et, après service fait et admission.

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique et au CCAG-FCS (article 11.8) applicables à ce contrat, vos factures devront nous parvenir sous un format dématérialisé.

- Par le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour la CPAM : Le n° SIRET qui devra être indiqué est le suivant : 515 090 686 00012.

Le numéro d'engagement et le code service sont actuellement facultatifs.

Les retenues dont le Titulaire serait redevable, au titre des pénalités prévues à l'article 10 du présent document, seront détruites du montant TTC de ses factures.

7.3 INTERETS MORATOIRES

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

- IM : Montant des intérêts moratoires
- M : Montant TTC de la demande de paiement
- Taux IM : Taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
- J : Nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
- F : Forfait de 40 € de frais de recouvrement

7.4. CESSION OU NANTISSEMENT

En cas de cession ou de nantissement, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire unique dont les prestations ne sont pas individualisées soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

Dans tous les cas, il est spécifié à l'acte d'engagement ou au certificat, le montant maximum pouvant être nanti ou cédé au profit de l'entreprise unique.

Le bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cet acte au comptable public assignataire dans les conditions de l'article R313-17 du code monétaire et financier qui procède au règlement auprès du bénéficiaire s'il s'agit d'une cession. En cas de nantissement, le règlement intervient auprès du titulaire sauf si le bénéficiaire du nantissement peut se prévaloir auprès du comptable de l'organisme de l'accord de l'entreprise pour le paiement des prestations dues.

Si le titulaire remet l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le pouvoir adjudicateur procède aux modifications nécessaires quant à la stipulation relative au montant maximum de la créance

pouvant être cédée ou nantie en adaptant celle-ci au regard des montants de prestations sous-traitées.

Si le titulaire ne peut remettre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le sous-traitant ne peut être accepté sauf si le titulaire remet une attestation du bénéficiaire indiquant que la cession ou le nantissement de créances est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée ou bien une attestation du bénéficiaire indiquant que le montant de la cession ou du nantissement a été réduit afin que le paiement direct soit possible, ou bien encore une attestation de main levée du bénéficiaire de la cession.

Conformément à l'article R.2193-22 du Code de la Commande Publique, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

ARTICLE 8 – SECURITE ET PREVENTION

8.1. SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES SALARIES SUR LE CHANTIER

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L.5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Les obligations de confidentialités et les mesures de sécurité sont contractualisées dans l'annexe 6 du présent document et le livret de sécurité de l'information présents dans le Dossier de Consultation des Entreprises.

8.2. PLAN DE PREVENTION

Conformément à la réglementation en vigueur, il sera mis en place un plan de prévention entre les organismes et le titulaire.

Il sera réalisé une visite d'inspection commune, conjointement entre les organismes et le titulaire, avant le début de l'intervention.

Lors de cette visite d'inspection, les éléments suivants seront identifiés :

- Délimitation du secteur d'intervention des Entreprises extérieures
- Identification des zones à risque
- Repérage des zones de circulation : piétons, véhicules, engins
- Locaux spécifiques,
- Consignes de sécurité applicables à l'Entreprise Extérieures communiquées par l'Entreprise Utilisatrice
- Informations nécessaires : descriptif travaux, modes opératoires, zones de stockage...

Le plan de prévention sera disponible pendant l'opération, et devra être commenté par le responsable de l'entreprise extérieure aux intervenants de façon à ce qu'ils en comprennent les risques et mesures de prévention applicables.

ARTICLE 9 – SUIVI DES INTERVENTIONS

9.1 VERIFICATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les opérations de vérification ont pour but de constater que les prestations fournies sont conformes aux spécifications du marché. Elles sont effectuées par le pouvoir adjudicateur à l'occasion ou indépendamment des interventions du titulaire.

Elles portent essentiellement sur les points suivants définis aux CCP et leurs annexes :

- La quantité et la qualité des prestations exécutées ;
- Le respect des obligations de moyens ;
- Le respect des obligations de résultats.

Les organismes se réservent le droit de faire effectuer à tout moment, par un organisme ou bureau de contrôle de son choix, les expertises (audit technique, contrôle technique, réception, étude de travaux, mise en sécurité d'installation : pompage de fond de fosse...) qu'il estimerait nécessaires.

En conséquence, l'entreprise s'engage à être représentée (par le personnel entretenant l'installation concernée), au titre de son contrat lors de ces visites et à satisfaire à tous les essais ou renseignements qui pourraient lui être demandés.

Si ces vérifications révélaient que l'entretien n'est pas effectué conformément aux prescriptions du présent marché, elles entraîneraient des pénalités prévues à l'article 10 du présent CCP et la prise en charge financière de l'expertise incomberait alors à l'entreprise défaillante.

9.2 DECISION APRES VERIFICATION

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 10 – PENALITES

10.1 PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable. Elles ne présentent aucun caractère libératoire : le paiement des pénalités ne dispense pas le titulaire de son obligation de résultat et de l'exécution complète des prestations.

Les **différentes pénalités sont cumulables**. Avant toute application de pénalité, l'acheteur informe le titulaire du montant des pénalités envisagées et des manquements reprochés. Le titulaire dispose d'un délai de 8 jour calendaire pour présenter ses observations. A l'issue de ce délai, et à défaut de réponse ou en cas de réponse non probante les pénalités sont appliquées.

L'application de pénalité est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer tout autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité ne sera autorisée.

Le Titulaire du marché a une obligation de résultat. Seules les prestations réellement effectuées donnent droit à paiement.

L'ensemble des pénalités prévues à l'article 10 du présent CCP déroge à l'Article 14 du CCAG / FCS.

Les pénalités seront déduites des factures que présenteront le ou les Titulaires ou remboursées par virement bancaire à l'Organisme.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités encourues est plafonné à hauteur de 30% du montant annuel HT des bons de commande.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard pour la fourniture du plan précisant l'implantation des commandes des stores	En cas de dépassement du délai pour la fourniture du plan, le titulaire encourt 150 € HT par jour calendaire de retard, dès le premier jour
Pénalité pour retard d'exécution (dépassement du délai de livraison ou de pose)	En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt 150 € HT par jour calendaire de retard, dès le premier jour
Pénalité pour défaut de propreté (non-nettoyage ou non-évacuation des déchets)	200 € HT, par constat, après chaque intervention
Pénalités pour dysfonctionnement dans les modalités de facturation	Tout dysfonctionnement répété dans le processus de facturation donne lieu à une pénalité de 150 € HT par manquement constaté, après une première alerte. Les manquements du titulaire sont consignés dans la fiche de suivi fournisseur.
Pénalités pour non-respect des obligations administratives	Le titulaire encourt des pénalités en cas de retard dans la transmission d'informations relatives à sa société, à savoir : en cas de modification apportée à la dénomination, au statuts, aux coordonnées bancaires ou postales ou à l'adresse du titulaire, sans communication de ces informations à l'acheteur dans les 15 jours à compter du fait générateur, il sera appliqué une pénalité de 40 € HT par jour ouvré de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation du marché.

En cas de non-respect des obligations énumérées ci-dessus, l'organisme peut appliquer la clause de dénonciation du présent marché suivant les modalités prévues ci-dessous :

- Avertissement par support durable (LRAR ou mail)
- Après deux avertissements sur une période d'un mois, l'organisme pourra dénoncer le présent marché à bon de commande.

La dénonciation en raison du non-respect des obligations ou faute du titulaire ne donnera lieu à aucune indemnité financière de la part de l'organisme.

10.1 PENALITE EN CAS DE NON RESPECT DU CODE DU TRAVAIL

Conformément à l'article D8222-5 du Code du Travail, le Titulaire est tenu de remettre systématiquement et à jour, au pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la date d'effet du marché et ce jusqu'à son exécution, les documents suivants :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis),
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

L'absence de fourniture, notamment de ces droits, peut entraîner l'annulation du marché.

Si le Titulaire du marché est établi ou domicilié à l'étranger, il devra remettre les documents imposés conformément à l'article D.8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

En cas de non délivrance de ces documents, le Titulaire sera mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de les délivrer ou de présenter des observations dans un délai de 15 jours.

En cas de mise en demeure infructueuse, il sera prononcé :

- a) Soit la résiliation du marché aux torts du Prestataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques,
- b) Soit appliquer les pénalités prévues à l'article L.8222-6 du code du travail, dont le montant est fixé à 10 % du montant du marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues par le Titulaire en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

ARTICLE 11 - ASSURANCE

Le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile.

Il devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations. A ce titre, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers ou à l'Acheteur à l'occasion des interventions.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garanties suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le Titulaire s'engage à obtenir de ses sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus. Il s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, sous réserve qu'ils n'aient pas fournis un tel document au moment de la remise des candidatures, l'opérateur économique ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur, qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des prestations. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.

La non production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. L'opérateur économique fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du pouvoir adjudicateur.

Aucun règlement ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 12 – NORMALISATION

En règle générale, les prestations devront être conformes aux stipulations du marché et aux spécifications techniques établies par les groupes d'étude des marchés, ainsi qu'aux codes des usages professionnels. Les fournitures livrées dans le cadre du marché doivent être conformes aux normes rendues obligatoires en application du décret n°2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation.

Elles devront également respecter les normes et spécifications techniques précisées dans le CCP.

Le titulaire doit être en mesure d'apporter au Pouvoir Adjudicateur la preuve que les fournitures ont été conçues et réalisées suivant les normes françaises homologuées applicables citées dans le cahier des charges ou les normes étrangères reconnues équivalentes.

Les normes et spécifications techniques susvisées sont celles en vigueur au mois M0 défini à l'acte d'engagement. En cas d'évolution normative, le titulaire est tenu de communiquer au Pouvoir Adjudicateur toute modification des normes en vigueur et de se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions, à compter de leur date d'effet.

ARTICLE 13 – AUTRES OBLIGATIONS ET CONTRAINTES

Le titulaire doit informer le représentant technique du pouvoir adjudicateur au moins 1 mois à l'avance, de ses dates de fermeture éventuelles. Dans ce cas, le titulaire doit remédier, à cette défection, par tout moyen à sa convenance.

Le titulaire s'engage à signaler au représentant technique du pouvoir adjudicateur tout incident survenant sur les fournitures commandées, en France ou à l'étranger.

Le titulaire est tenu d'informer ou de former son personnel aux règles de sécurité générales ou spécifiques, réglementaires ou spécifiques, relatives à la manipulation des fournitures visées par le présent marché.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire :

- De provoquer des désordres sur les lieux de livraison ;
- De manquer de respect aux personnels qui s'y trouvent.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire s'engage à n'élever aucune protestation sur les conditions ci-dessus énoncées.

ARTICLE 14 – SOUS TRAITANCE

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC, en application de l'article R.2193-10 du Code de la Commande Publique.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article R.2193-5 du Code de la Commande Publique et à l'article 3.6.1 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R.2143-15 du Code de la Commande Publique,
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier

judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire du marché (article 41.1 e) du CCAG FCS).

ARTICLE 15 – RESILIATIONS

Outre les cas prévus aux Articles 38 à 45 du CCAG/FCS, le marché pourra être résilié par lettre recommandée avec accusé de réception dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitude des renseignements demandés lors de la remise des candidatures et des offres,
- En cas d'inexécution de ses obligations par le Titulaire, dans les conditions dans le CCP et dans l'acte d'engagement.
- En cas de non-respect des dispositions de Articles D.8222-5 du Code du Travail qui fait obligation de produire tous les six mois, pendant la durée d'exécution du marché.

Une mise en demeure préalable à la résiliation du marché rappelant au titulaire ses obligations en la matière lui sera adressée par lettre recommandée.

Outre les cas de résiliation mentionnées ci-dessus, l'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général fondé sur une réorganisation de service, une évolution de fonctionnement, des techniques, des besoins ou de politique de l'établissement, notamment lorsque le pouvoir adjudicateur a l'obligation d'intégrer un marché mutualisé (national ou régional) portant sur l'objet du présent marché.

Dans ce cas, par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du Titulaire sauf si ce dernier apporte les justifications utiles et nécessaires des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'exécution du marché jusqu'à son terme qui n'aurait pas été prise en compte dans le décompte de résiliation.

ARTICLE 16 – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de procédure civile.

En application de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de sécurité sociale, le tribunal compétent pour le règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution du marché est le Tribunal de Grande Instance de Rennes.

ARTICLE 17 – DISPOSITIONS DIVERSES

10.1. PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur pourra confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. Ces prestations seront alors exécutées par le titulaire dans des conditions identiques à celles du marché initial.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu, ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

10.2. CLAUSE DE REEXAMEN ET MODIFICATION DU CONTRAT

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation du titulaire. Le cas échéant, des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendus définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

ARTICLE 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Hormis les dérogations indiquées au présent CCAP, le titulaire reste soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux FCS (arrêté du 19 janvier 2009).

L'article 2.1 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG/FCS concernant les pièces du marché.

L'article 10 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS concernant l'application des pénalités.

L'article 15 du présent CCP déroge à l'article 42 du CCAG/FCS concernant l'indemnisation suite à une résiliation pour motif d'intérêt général.

L'article 11 du présent CCP déroge à l'article 9.2 du CCAG/FCS concernant les assurances.

Fait en un seul original,
A

Le

Signature et cachet

ANNEXE 1 – ACTE CONTRACTUEL DE CONFIDENTIALITE

Entre

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Maine et Loire sise 32, Rue Louis Gain 49937 ANGERS.
Représenté par Mme Bénédicte Samson, agissant en sa qualité de Directrice,

ci-après dénommée « la Partie communicante » ou « l'organisme »,

Et

.....

sis

ci-après dénommée « la Partie Réceptrice » ou « le Prestataire »

Préambule :

Etant donné que l'organisme a demandé au Prestataire de procéder à la « maintenance et réparation des ascenseurs et monte-charge », ci-après la « Prestation » ;

Que cette demande a été contractualisée au moyen de la signature entre les parties d'un document dénommé « Acte d'engagement – Marché n°2026.CPAM.02 ».

Que pour l'exécution de la Prestation, le Prestataire est amené à intervenir dans les locaux de l'organisme et à se voir remettre des informations, sous quelque forme que ce soit, qui appartiennent à l'organisme ou dont il est le garant et qui présentent un caractère confidentiel;

Que la divulgation du contenu de ces informations, des informations de toute nature relative à l'activité de l'organisme, des informations détenues par l'organisme est susceptible de nuire aux intérêts dudit organisme et de ceux d'autres personnes;

En conséquence, le Prestataire reconnaît que la communication de ces informations et l'accès aux locaux de l'organisme lui impose une obligation de confidentialité dans les termes et conditions ci-après, ce qu'il accepte expressément :

Vu l'article 226-13 du code pénal,

Vu les articles 323-1 et suivants du code pénal sur les intrusions et le maintien frauduleux dans un système informatique,

Il est convenu ce qui suit :

1. OBJET ET ETENDUE DES PRESENTES

L'objet des présentes est d'organiser la protection des informations confidentielles que l'organisme est amené à communiquer au Prestataire dans le cadre de la Prestation.

En cas de contradiction entre les dispositions des présentes et les dispositions figurant sur les informations confidentielles communiquées, les dispositions du présent contrat ont force de loi entre les parties. Elles s'appliqueront automatiquement à toute information confidentielle communiquée dans le cadre des présentes.

2. DEFINITIONS

2.1 Partie Communicante et Partie Réceptrice

Au titre des présentes, le terme de Partie Communicante signifie la Partie qui communique des informations confidentielles, à savoir l'organisme exclusivement, et le terme de Partie Réceptrice signifie la Partie qui reçoit les informations confidentielles, à savoir le Prestataire exclusivement.

2.2 Information Confidentielle

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support, communiquée dans le cadre de la Prestation.

Compte tenu du fait que le ou les salariés du prestataire sont amenés à travailler dans les mêmes locaux et sur les mêmes équipements que les salariés de l'organisme, il paraît difficile d'identifier les informations communiquées et considérées comme confidentielles par l'apposition d'une mention spéciale lorsque ces informations sont disséminées dans les supports de travail tels que des serveurs informatiques.

En conséquence, toutes les informations communiquées au prestataire au moyen de supports informatiques sont considérées comme confidentielles et y compris les informations écrites ou orales ayant pour objet les accès logiques. **La politique de sécurité de l'organisme est confidentielle.**

Les informations transmises sur support papier, CD et supports magnétiques devront comporter la mention « confidentiel ».

L'information confidentielle devra être identifiée :

- Par l'apposition d'un tampon ou l'adjonction sur leur support d'un tampon ou d'une formule exprimant le caractère confidentiel ;
- Par la remise ou l'envoi d'un courrier rappelant le caractère confidentiel des documents transmis ;
- Lorsque l'information est diffusée oralement, par l'envoi ou la remise d'une confirmation écrite du caractère confidentiel de l'information dans un délai de 15 jours.

3. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Le Prestataire s'engage à ne pas communiquer, ne pas publier ou divulguer à des personnes ou entités non liées par les présentes, les Informations Confidentielles de l'organisme sauf exceptions prévues dans le cadre du présent contrat.

Il s'engage également à protéger et à garder strictement confidentiels le contenu et les résultats de la Prestation effectuée pour l'organisme.

Il s'engage à n'utiliser l'Information Confidentielle qu'aux seules fins de l'exécution de la Prestation.

Les personnes habilitées par Le Prestataire à recevoir les informations confidentielles sont :

M. / Mme.....

M. / Mme.....

En cas de changement, le Prestataire avertit par courrier l'organisme du nom et de la qualité du nouvel intervenant 15 jours au moins avant le remplacement effectif.

En tout état de cause, le Prestataire se porte garant de l'exécution de l'obligation de confidentialité pour ses préposés et salariés.

Le Prestataire s'engage à ne pas reproduire l'Information pour lui-même.

4. LIMITE DES PRESENTES

Le Prestataire ne sera pas responsable de la divulgation ou de l'utilisation d'une Information Confidentielle si celle-ci :

- Tombe ou est tombée dans le domaine public sans violation des présentes ;
- Est connue du Prestataire au moment de la première divulgation, à condition qu'il puisse le prouver ;
- A été reçue d'un tiers de manière licite sans violation du présent accord.

La confirmation par le prestataire d'une information connue d'un tiers de manière illicite le rend responsable de la divulgation.

5. INJONCTIONS JUDICIAIRES OU ADMINISTRATIVES

Si le Prestataire était obligé à communiquer une Information Confidentielle reçue dans le cadre des présentes du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, le Prestataire devra le notifier à l'organisme dans les meilleurs délais et, sur demande de ce dernier, coopérer pleinement avec l'organisme afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le Prestataire devra demander à ce que cette Information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné. A l'exception du cas de non-respect des dispositions précédentes, aucune Partie ne sera responsable des dommages résultant de divulgation(s) imposée(s) par injonction administrative ou judiciaire.

6. PROPRIETE DE L'INFORMATION CONFIDENTIELLE

Toute Information Confidentielle sous forme tangible qui a été communiquée et copiée dans le cadre des présentes est et restera la propriété de l'organisme.

Toute Information Confidentielle ainsi que toute copie et reproduction licite de celle-ci devront dans les trente (30) jours de la demande écrite de l'organisme être restituées sans délai à l'organisme ou détruites, à la discrétion de l'organisme.

Dans le cas d'une telle demande, le Prestataire devra fournir à l'organisme un certificat écrit de respect du présent article dans les trente (30) jours d'une telle demande. Tous documents écrits, y compris les rapports et les comptes rendus, rédigés par le Prestataire seront la propriété de l'organisme à l'issue de la Prestation.

Le prestataire s'engage à continuer de respecter son engagement de confidentialité dans les conditions du présent accord même après qu'il ait restitué les informations confidentielles.

Il est expressément convenu que le Prestataire ne pourra prétendre à l'exploitation de toute invention, savoir-faire, découverte ou perfectionnement ou donnée, réalisés, conçus, acquis ou possédés par l'organisme ou toute société affiliée, et dont elle aurait pu avoir connaissance directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution de la Prestation.

La communication d'Information Confidentielle dans le cadre des présentes ne saurait être interprétée comme accordant une quelconque licence d'exploitation, licence d'utilisation, brevet, marque, modèle ou un quelconque droit de propriété de l'Information Confidentielle ou d'utilisation de celle-ci, une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la Partie Communicante relative à son exhaustivité ou la violation de marques et droits des tiers.

7. DUREE

Le présent engagement est conclu à compter du 16 février 2026 et pour une durée de quatre (4) ans, soit au plus tard jusqu'au 15 février 2030.

8. RESPONSABILITE

En cas de non-respect par le Prestataire de ses engagements au titre des présentes, l'organisme se réserve le droit de résilier le contrat intitulé « maintenance et réparation des ascenseurs et monte charges » au jour de la réception par le prestataire de la lettre recommandée avec avis de réception portant la résiliation. Et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Par ailleurs, d'un commun accord, les parties décident qu'en cas de divulgation de l'information confidentielle, tous les dommages mêmes indirects seront réparés par le prestataire sans limitation de montant.

Quel que soit le préjudice subi et étant donné le retentissement de toute action des organismes de sécurité sociale, le montant des dommages et intérêts conventionnels ne pourra pas être inférieur à 50 % du montant du contrat sur lequel est adossée la présente convention de confidentialité.

Enfin, l'organisme se réserve le droit de porter plainte avec constitution de partie civile.

9. REGLEMENT DES LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les Parties en cas de différend relatif au présent accord, tout litige sera porté, à l'instigation de l'organisme, devant le Tribunal compétent.

Fait à Angers, le

POUR LE PRESTATAIRE

ANNEXE 3 : DECLARATION SUR L'HONNEUR

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

1. **Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du Code pénal, à l'article 1741 du Code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du Code de la défense et à l'article L. 317-8 du Code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre État de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du Code pénal ;

2. **Lutte contre le travail illégal :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du Code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre État de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du Code du travail ;

3. **Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés :** pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

4. **Liquidation judiciaire :** ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du Code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

5. **Redressement judiciaire :** ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du Code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

6. **Situation fiscale et sociale :** avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

7. **Marchés de défense et de sécurité :**

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'État ;

8. **Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes :**

- Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du Code du travail;
- Avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du Code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

9. que les renseignements fournis dans le formulaire DC2, et ses annexes, sont exacts.

Le candidat est-il en redressement judiciaire :	<input type="checkbox"/>	Oui	<input type="checkbox"/>	Non
---	--------------------------	-----	--------------------------	-----

(Dans l'affirmative, joindre la copie du jugement correspondant.)

Le candidat,

Cachet, signature